

La situation des travailleuses et travailleurs de l'économie informelle pendant la crise du COVID-19 : constats et questions soulevées

Caroline Regamey,
chargée de politique et action sociales



Semi- confinement du printemps 2020

Dispositif d'urgence « humanitaire » mis en place par Caritas Vaud et CSP Vaud

- ✓ Visait les personnes sans droit à l'aide sociale publique (subsidiarité)
- ✓ Fonds privés mobilisés (Chaîne du Bonheur, contributions de diverses fondations et entreprises privées): **1'400'000 francs**
- ✓ Distribution d'aides financières et d'aide alimentaire (sous forme de bons Epicerie Caritas)
- ✓ **800 ménages aidés / 1500 personnes**

Identification des groupes sans accès aux aides publiques ou avec accès entravé

- Personnes sans statut légal
- Personnes employées dans l'économie domestique

Et aussi:

- Personnes détentrices de permis précaires - avec risques
- Indépendant·e·s (dans un premier temps)
- Étudiant·e·s avec jobs alimentaires

Les personnes sans statut légal particulièrement démunies

Ce qu'on savait déjà:

- Grande invisibilité – autonomes financièrement
- Pas de droit au chômage même en cas de cotisations
- Pas d'accès à l'aide sociale (sauf théorique)
- Mal logement
- De multiples précarités
- Manque de moyens pour défendre leurs droits

Les employé·e·s de l'économie domestique

Ménages, garde d'enfants, soins aux personnes,
gardiennage, ... :

des tâches indispensables au fonctionnement de
la société et de l'économie.

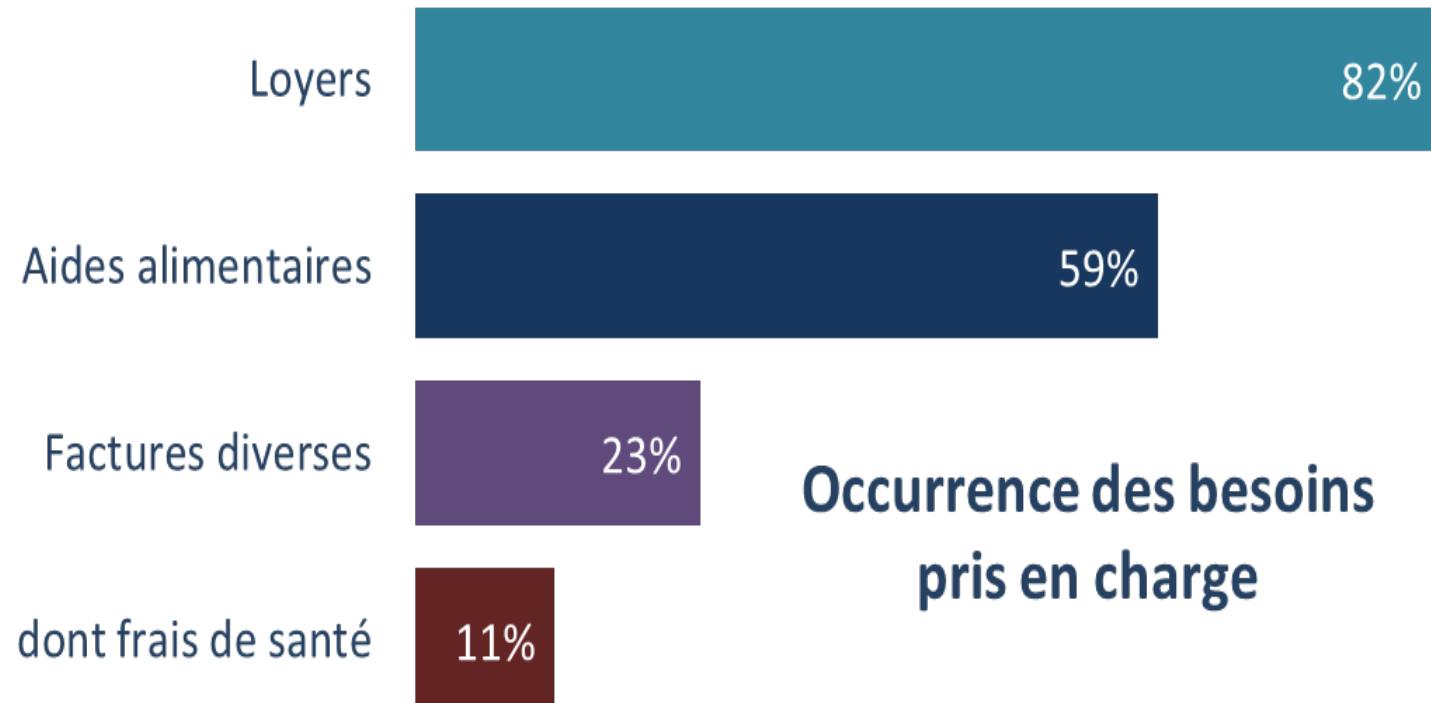
Un secteur partiellement conventionné (CCT)

Le Conseil fédéral n'a pas voulu statuer sur cette
question

Laissée au bon vouloir des employeurs et
employeuses...

En synthèse

- 84% des personnes aidées étaient sans statut légal
- dans 80% des cas l'aide a dû être donnée en cash





Une population relativement connue de nos services, et pourtant

Ce que cela nous a appris :

- **risques sanitaires accrus** et besoins de prise en charge des frais médicaux et de dépistage
- confirmation que souvent pas d'accès à compte bancaire, **nécessité d'aide en cash**
- **certaines communautés** particulièrement invisibles jusqu-là
- des **conditions de logement** encore plus problématiques que supposé

Leur position révèle des zones de non-droit difficilement acceptables

Le logement, les loyers

7



**Une question symptomatique de
l'exploitation et de l'absence de protection
subies par les personnes sans-papiers**



**Des loyers parfois exorbitants pour des
logements sur-occupés**



Sous-locations, paiements de main à main



**Grande dépendance à l'égard du bailleur et
craintes**

Des questions de droits fondamentaux

- Sans-papiers: des besoins de première nécessité à couvrir (alimentation, loyer pour ne pas se trouver à la rue, frais de santé)

Garantie donnée par l'art. 12 de la Constitution fédérale,
Droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse.

«Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien **a le droit d'être aidé et assisté** et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine.»

Mais...

Cette garantie est entravée par les dispositions légales de droit des étrangers

Cela reste un droit théorique pour les personnes sans statut légal

Des questions de droits fondamentaux

- Droit conditionné pour les détenteurs·trices de permis de séjour et d'établissement
- Art. 62 LEI
- Risque encouru: non renouvellement du permis en cas de perception d'aide sociale
- Appels à la clémence dans le contexte de crise, assouplissement du critère d'aide sociale pendant la pandémie, ne pas prétéritier les intéressé·e·s
- Réponse cantonale (Vaud) arrivée début juillet
- Valable jusqu'à fin 2020 / prolongée juin 2021
- Différences cantonales

Peurs et renoncements

Ces restrictions sont si bien intériorisées par les personnes qu'elles préfèrent renoncer malgré la garantie cantonale

Effet de renforcement via les informations données dans les services publics – insistance sur les risques

Engendre le non-recours et la précarité (endettement, ...)

Cela vaut aussi pour l'accès aux soins: renoncer par manque de moyens... augmentation des risques sanitaires

Un dilemme cruel – ou indigne

Devoir choisir...

- Entre son permis et être aidé·e ?
- Entre accéder à de l'aide publique et être dénoncé·e, risquer l'expulsion ?

L'instrumentalisation de la politique sociale par la politique migratoire

- entrave l'accès aux droits fondamentaux
- démontre sa grande efficacité en temps de crise aussi

La préservation de la dignité humaine est laissée à la charité privée

Merci pour votre attention



The situation of live-in care-workers during the Covid-19 pandemic

Project „Decent care work“ 2017-2021

This research is part of a trinational collaboration with

- ▶ Prof. Helma Lutz, Dr. Ewa Palenga-Möllenbeck, Aranka Benazha und Iga Obrocka at Goethe-Universität Frankfurt am Main
- ▶ Prof. Brigitte Aulenbacher, Michael Leiblfinger und Veronika Prieler at Johannes Kepler Universität Linz
- ▶ Jennifer Steiner und Anahi Villalba at Universität Zürich.

It is funded by the Swiss National Science Foundation SNSF, the German Research Community DFG & the Austrian Science Fund FWF.

Care Agencies as labour market intermediaries



Ihre 24 Stunden Betreuung



McCare - gute Pflege muss nicht teuer sein

Female workers from the new EU countries



Circular migration for live-in care



Empirical data

Online interviews and informal inquiries with

- care agents
- care workers
- care recipients' family members
- other care experts

(government administrators, researchers, etc.)

between March & December 2020.

Findings I: extending care workers shifts

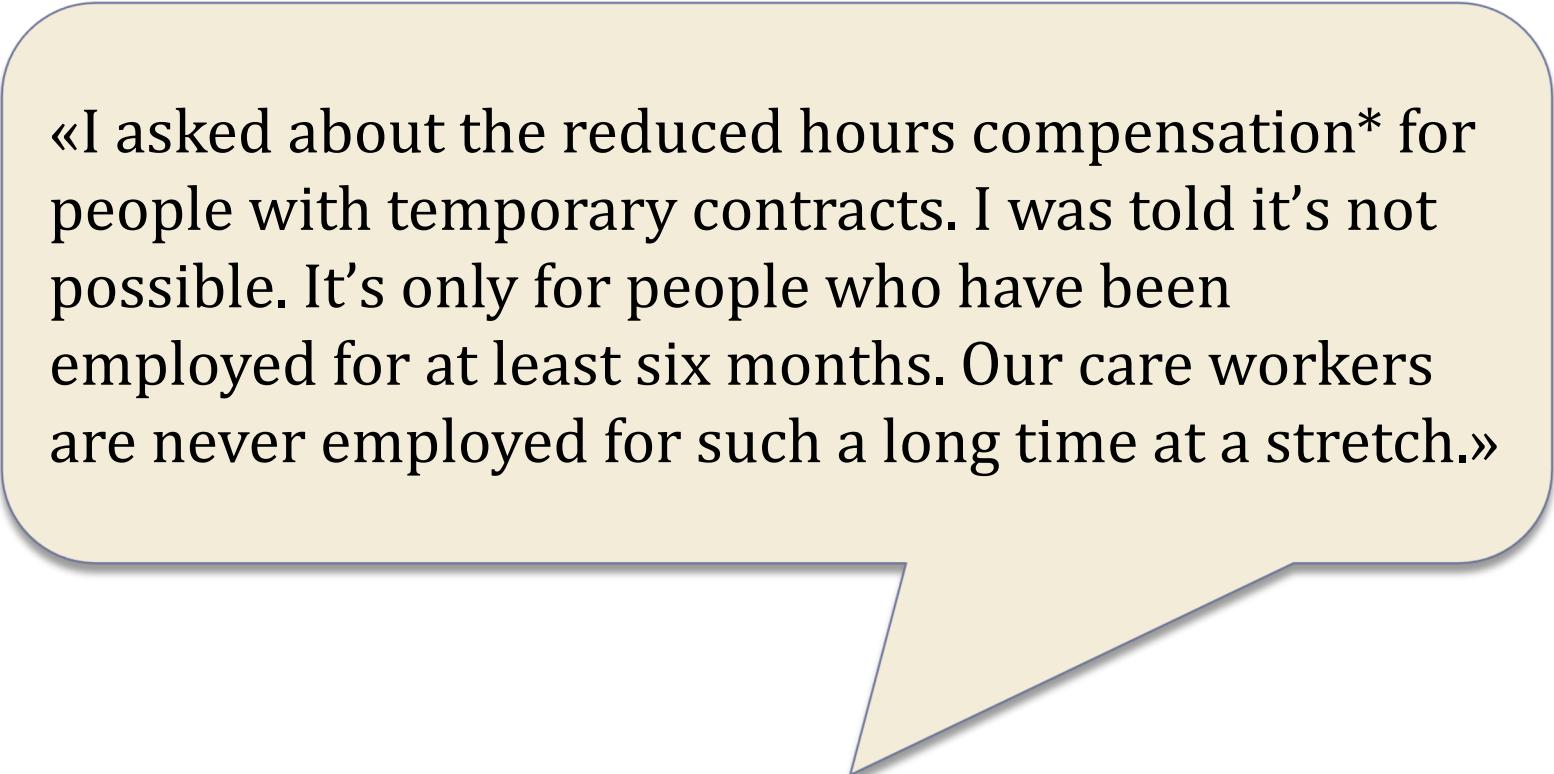
«They [the care workers] agreed to extend their shifts, to just continue their hard work. Whenever it didn't work out with the shift change, they stayed longer. They didn't leave the people hanging. They didn't abandon their customers.»

care agent

Findings I: extended shifts – increasing stress

- **extended working hours**
due to reduced support services, such as cancelled visits of Spitex, Red Cross and relatives
- **severely restricted freedom of movement**
care recipients and families asking care workers not to leave the house
- **additional psychological strain**
additional anxiety of patients, about well-being of kin at home, about future options of returning home

Findings II: cancelled shifts – no compensation



«I asked about the reduced hours compensation* for people with temporary contracts. I was told it's not possible. It's only for people who have been employed for at least six months. Our care workers are never employed for such a long time at a stretch.»

care agent

Findings III: re-establishing mobility – at high cost

I drove them to the border train station in Austria. But the transnational trains to Slovakia didn't run. They had to take regional trains to the next border. From there, they had to walk about 2km across the border, where they took the next train. (...) It was a lot harder, to change trains multiple times with the luggage. (...) On returning home, they had to quarantine for two weeks. “

care agent

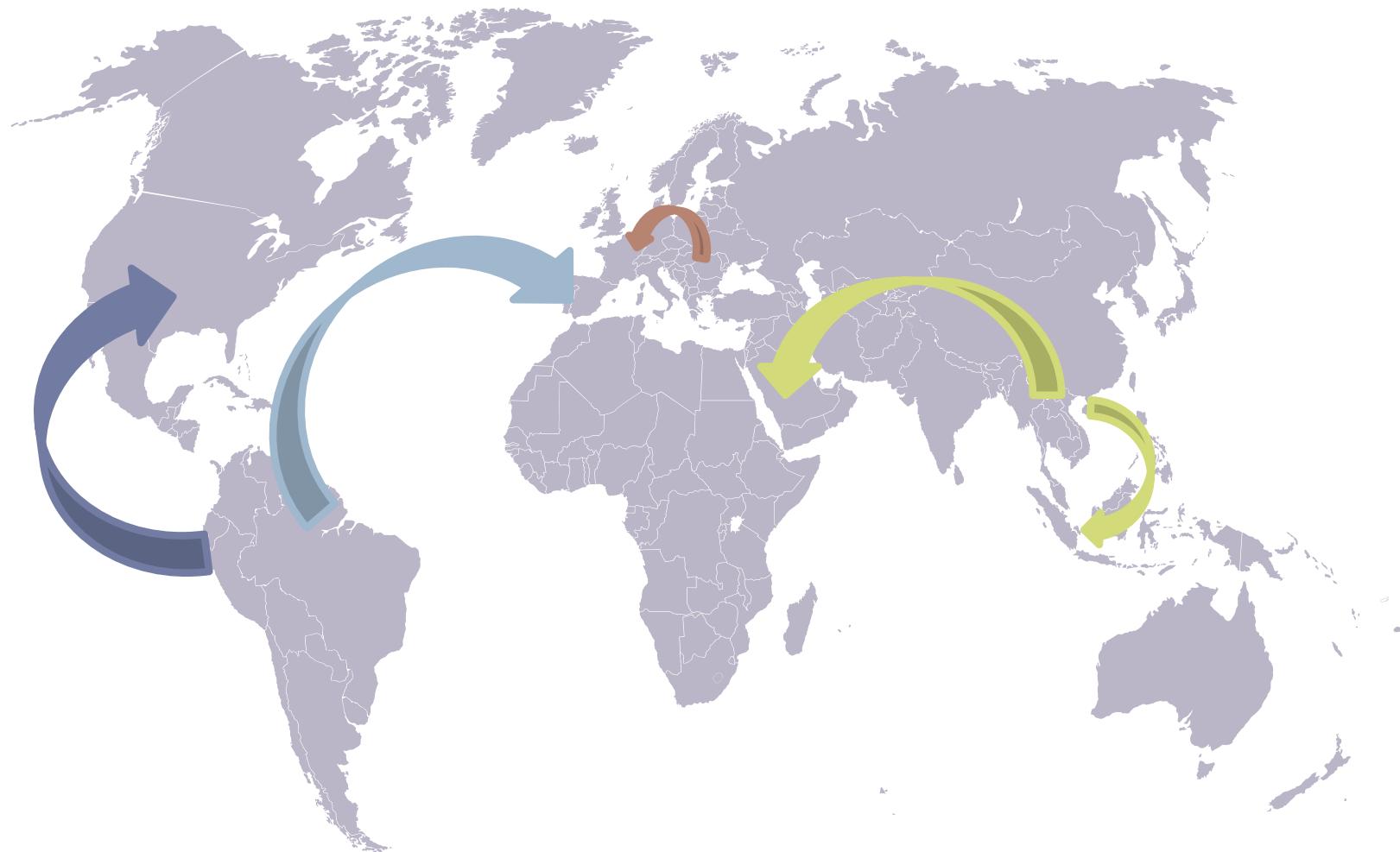
Findings III: re-establishing mobility – at high cost

- **psychologically and physically strenuous journeys**
worries about border waiting times, prohibited border crossings, broken transport links
- **potential exposure to corona virus**
in mini-buses, trains, at border stops
- **unpaid quarantine time**
some at home, some in specific shelters, enforced by police

Conclusions

- 1) Ensuring care for the Swiss elderly was prioritised over the safety, well-being and compensation of the care workers.
- 2) Covid-19 accentuated problems that characterised live-in settings also before the crisis:
 - ▶ **extended working hours**
 - ▶ **lack of opportunities to recover from work**
 - ▶ **forced separation from family and friends**
 - ▶ **very limited job security**

Global Care Chains



Outlook

«Maybe they see the work of us care workers differently now.»

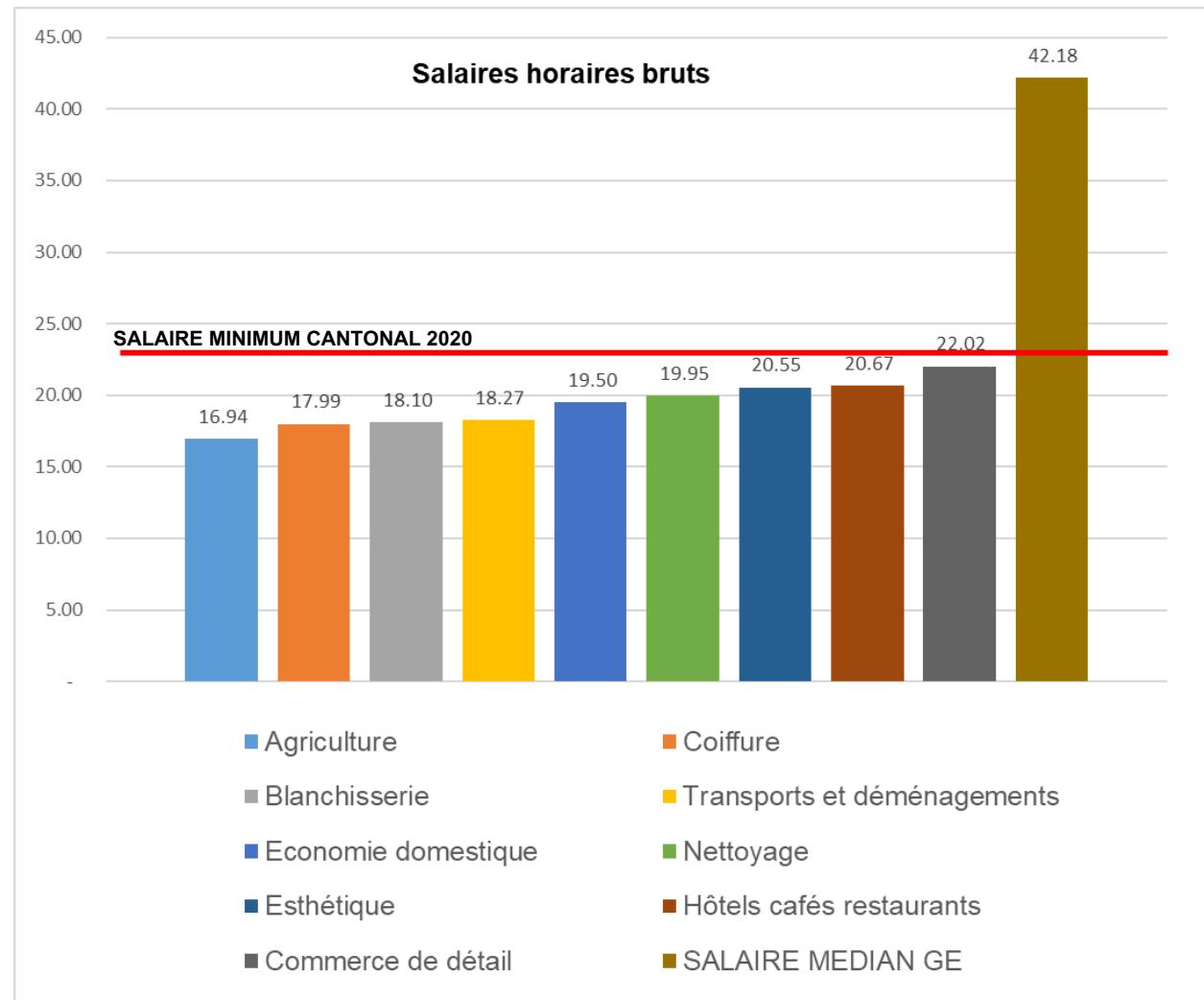


C

La situation des travailleuses et travailleurs les plus précaires pendant la crise du Covid-19

Natalia Baume
Inspectrice du travail

Secteurs à bas salaires



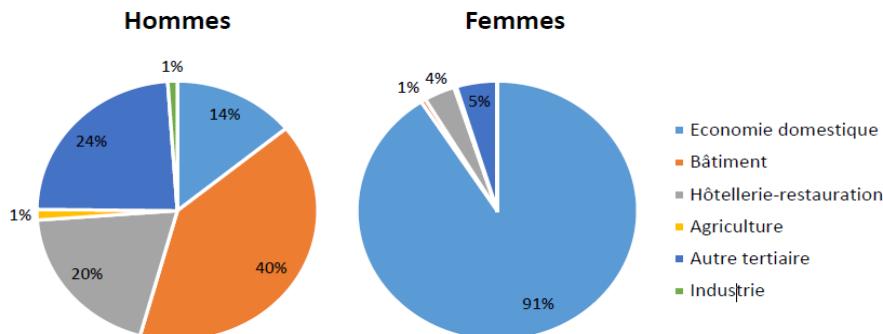
Opération Papyrus (1)

Source : Evaluation du projet pilote Papyrus (Ferro-Luzzi, Duvoisin et Fakhoury, décembre 2019)

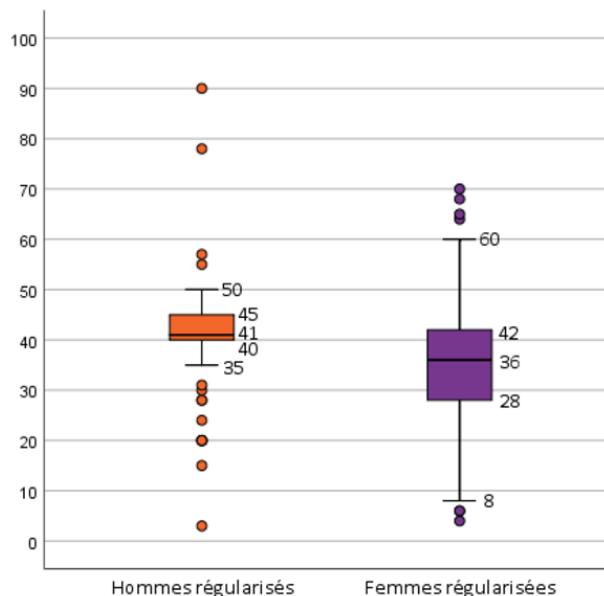
<https://www.ge.ch/document/evaluation-du-projet-pilote-papyrus-relatif-regularisation-travailleurs-statut-legal-geneve>

- 75% femmes
- 80% diplômé-e-s secondaire ou tertiaire
- âge médian : 45 ans
- durée du séjour en Suisse : 11 - 15 ans (Q1 – Q3)

Opération Papyrus (2)

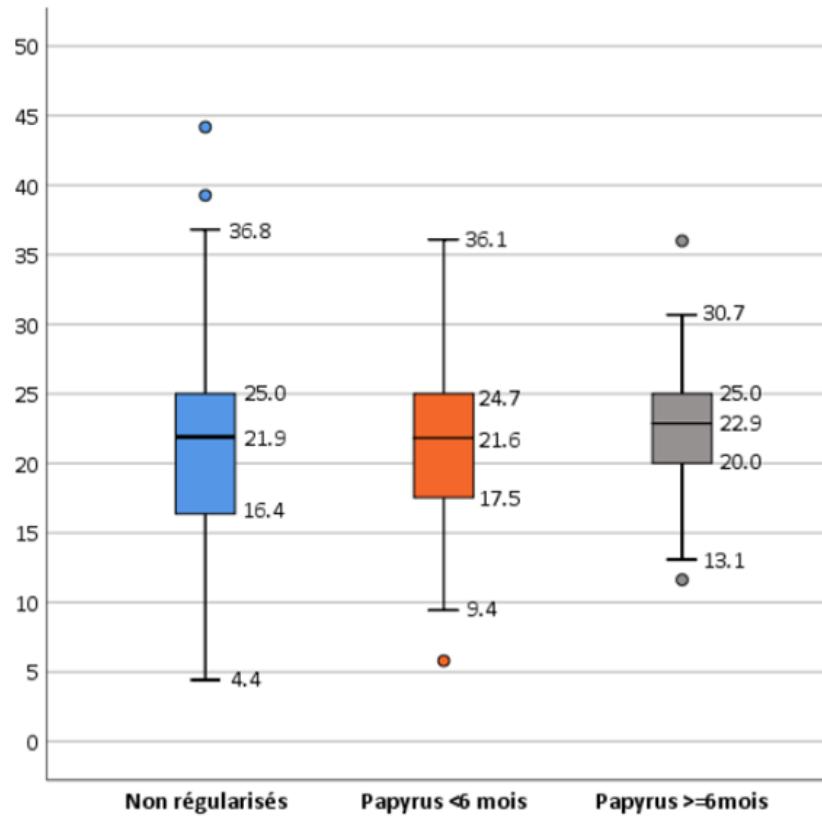


Nombre d'heures hebdomadaires de travail rémunéré des répondants régularisés exerçant une activité rémunérée en fonction du sexe (n=229, taux de réponse=99%)



Opération Papyrus (3)

Estimation du salaire horaire moyen brut perçus des répondants exerçant une activité salariée en fonction du statut légal



Effet sur le taux des emplois déclarés : 41% avant régularisation, 85% après

Compétences légales de l'OCIRT

Dans le domaine de l'économie domestique :

- Contrôle du salaire minimum légal (contrat-type de travail cantonal)
- Contrôle de l'affiliation aux assurances sociales (LTN)
- Renseignements et conseils aux employeurs et aux employés
- Lutte contre la traite des êtres humains (mécanisme cantonal)

A contrario :

- La loi sur le travail ne s'applique pas dans ce secteur
- Le droit privé (CO) ne relève pas de la compétence de l'administration

Impact de l'épidémie sur les travailleurs-travailleuses de l'économie domestique

- Live-in → out !
- Live-out → in !
- "No work no pay"
- Licenciement sans préavis
- Plus exposés aux risques sanitaires
- Accès aux soins difficile
- Filet social insuffisant : RHT, ind. chômage, IJ maladie inaccessibles
- Solitude... dans la promiscuité
- Proies faciles à la criminalité (marchands de sommeil, prêts usuriers)

Campagne d'information à destination des employeurs domestiques (1)



Campagne d'information à destination des employeurs domestiques (2)

The screenshot shows a section of the official website of the canton of Geneva (ge.ch). At the top left is the coat of arms of the canton of Geneva. To its right is the domain name "ge.ch". On the far right are three icons: "e-démarches" (with a gear icon), "Recherche" (with a magnifying glass icon), and "Menu" (with a three-line icon).

Below the header, there is a breadcrumb navigation: "Accueil" → "Vivre dans le canton" → "Domicile et séjour".

Employer du personnel de maison

The main content area lists six numbered points:

- 1. L'essentiel en bref
- 2. L'engagement
- 3. Salaires
- 4. Durée du travail et droit aux vacances
- 5. Fin des rapports de travail
- 6. Recruter facilement du personnel de maison : Ménage-emploi

Campagne d'information et directive Covid-19



ge.ch

Accueil

COVID-19 - Employeuses et employeurs de l'économie domestique : obligations et informations

1. L'essentiel en bref

2. Les conditions de travail

3. COVID-19 - Questions fréquentes des employeurs et employé-e-s de l'économie domestique

4. Directive de l'OCIRT sur la pandémie et l'économie domestique

5. Informations sur le travail au noir et ses conséquences

6. Pour déclarer votre employé-e aux assurances sociales

7. Pour trouver un/une employé-e dans le domaine de l'économie domestique



Services soutenus par l'Etat de Genève (1)

Recrutez facilement du personnel de maison

| Des garanties qui changent tout !



Des femmes et hommes de ménage sélectionnés

Entretiens préalables, vérification de l'identité, des expériences et des références.

Un service totalement gratuit

Mise en relation, soumission de profils en fonction du nombre d'heures de ménage nécessaire et de votre lieu de résidence. Vous établissez votre contrat directement avec l'employé sélectionné.

Une prestation soutenue par l'Etat de Genève

Ménage Emploi est une initiative de l'Etat de Genève pour la promotion des emplois dans l'économie domestique.

Services soutenus par l'Etat de Genève (2)

Déclarez facilement du personnel de maison



POURQUOI CHOISIR CHEQUE SERVICE?

De nombreux avantages



Des démarches administratives simples



Un service de conseils personnalisés



Une équipe d'experts en assurances sociales à votre service



Une couverture sociale garantie pour vos employés



L'assurance d'être en conformité avec la LAVS

J'ADHÈRE

Merci de votre attention



European
University
Institute

ROBERT
SCHUMAN
CENTRE FOR
ADVANCED
STUDIES



Taking labour exploitation seriously during COVID-19 The case of migrant farmworkers in Italy

Letizia Palumbo

Migrant workforce as a structural component of agri-food in Europe

- Foreign labour force diversified by **nationality, gender and legal-administrative status** (Palumbo and Corrado 2020).
- In **Italy** the lack of an effective entry system for foreign workers has been offset mainly by **Eastern EU migrants, undocumented workers, and by non-EU asylum seekers and refugees.**
- **Exploitative labour conditions and social and spatial ghettoisation**



Factors driving recourse to low-wage, flexible and exploitable foreign labour force

- **Value chain dynamics**
- **Impact of European and national policies on migration, asylum and labour mobility**
- **Impacts of European and national policies on agriculture (CAP)**
- **Institutional capacity to guarantee fair labour standards.**

Corrado, Caruso, Lo Cascio, Nori, Palumbo and Triandafyllidou (2018), *Is Italian Agriculture a “Pull Factor” for Irregular Migration – And, If So, Why?*,

Covid-19 Impact on the agri-food system in Italy

- Border lockdown caused fears of **labour shortages** (especially from Eastern Europe) and **productions losses** in Italy.
- But, labour demand in agriculture demand has also been offset by **asylum seekers, refugees and undocumented non-EU nationals**.
- Labour shortages have been offset also through **dynamics of work intensification and exploitation**.
- **Degrading living conditions** of migrant farmworkers raise even more concerns in a time of pandemic – informal camps, lack of water and essential minimum services

Regularisation Scheme

- In July 2020, the Italian Government adopted a **regularisation scheme** only applying to the **agri-food, care and domestic work sectors**.
- The provision established two channels (application deadline: August 15 2020)
 1. **The first channel** allowed employers to hire foreign nationals who entered the country before 8 March 2020, or to declare the existence of an irregular employment relationship with Italian citizens or foreign nationals (who entered the country before 8 March 2020).
 2. **The second channel** allowed foreign nationals with a residence permit that expired since October 31 2019, and who were able to prove they worked in the above-mentioned sectors before this date, to apply for a six-month temporary residence permit to look for a job in these sectors.

Regularisation Scheme

Number of Applications

- **220,528 applications** for both channels of regularisation (207,542 applications for the first channel and 12,986 for the second).
- A smaller portion regard the agri-food sector (only 29,500).
- 220,000 corresponds to the estimated number of applications, But this is only a fraction of the **600,000** estimated undocumented migrants.

Limits and Exclusions

- The scheme mainly relied on an **employer-driven approach**
- The scheme does suspend some criminal and administrative proceedings against employers, but this **has been not sufficient to convince many employers**
- The scheme **overlooks sectors** such as logistics, construction, tourism and food services that also have high rates of undeclared work.

Taking exploitation seriously

- **Short-term measures** cannot be the only response.
- A **profound revision of EU and national migration policies** is necessary.
- Safe and legal entry routes are to be effective in both **meeting labour demand** and **safeguarding rights**.
- Bolster the **wages and rights** of farmworkers.
- Support **alternative agri-food chains** ensuring social inclusion and fair working conditions.

